

BULLETIN D'INFORMATION

DE LA
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT.

IF

N^o. 17.

AMSTERDAM, le 1 juin 1922.
VONDELSTRAAT 61.

COMMUNICATIONS DIVERSES.

CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

À ROME, AVRIL 1922.

Du 20 au 26 avril s'est tenu à Rome, dans la salle du Théâtre Argentina, le deuxième Congrès ordinaire de la Fédération Syndicale Internationale. J.H.Thomas (Grande-Bretagne) présidait.

Etaient présents 94 délégués des pays suivants: Allemagne, Angleterre, Autriche Allemande, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, France, Hongrie, Italie, Lethonie, Luxembourg, Hollande, Pologne, Suède, Norvège, Suisse, Tchéco-Slovaquie et Yougo-Slavie, représentant 24,000.000 ouvriers.

En outre les représentants de 20 Secrétariats Professionnels Internationaux assistaient au Congrès, Robert Williams, J.Döring et M.Bidegaray représentant l'I.T.F.

x x x

L'espace restreint, dont nous disposons, nous interdit de rendre in extenso dans les pages suivantes les discussions du Congrès; nous nous bornerons donc à publier les résolutions prises par le Congrès, à constater l'attitude des diverses délégations et à signaler les phases plus intéressantes de l'activité du Congrès.

x x x

OUVERTURE DU CONGRÈS.

Après que D'Aragona (Italie) eut souhaité la bienvenue aux délégués, le président ouvrit le Congrès par le discours suivant:

Un bref examen de la situation économique d'aujourd'hui suffit pour prouver la déféctuosité du système actuel. Comparativement à 1914, l'armée permanente en Europe s'est accrue d'un million de soldats. Dans le monde entier, on constate un besoin pressant d'articles de toutes sortes et malgré cela dix millions d'ouvriers sont sans travail sans tenir compte des quantités énormes travaillant en demi-chômage.

Il ressort de ces faits que l'internationalisme doit être le mot d'ordre des travailleurs. Des liens étroits d'humanité unissent tous les délégués au congrès. Les ouvriers français, allemands et anglais ont percé à jour la politique de leurs impérialistes et militaristes et ne se laisseront pas duper par eux.

C'est là le point de vue que la F.S.I. a opposé aux Russes depuis sa fondation: la protestation contre le blocus (Congrès d'Amsterdam 1919), l'arrêt du transport des munitions (août 1920) et l'action de secours pour la Russie en font foi.

Nous souhaitons que les Syndicats russes soient représentés parmi nous, mais nous ne songeons nullement à souhaiter la bienvenue dans notre milieu à des hommes qui prétendent représenter les syndicats russes et dont les efforts tendent, dans tous les pays, à discréditer le mouvement syndical.

Le Congrès International des Syndicats à Rome, sans précédent pour ce qui concerne le nombre des pays représentés, doit fournir la preuve que les idéals du mouvement syndical englobent le monde entier et que leurs méthodes servent à la reconstruction et non à la destruction du monde.

x x x

RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ et LES FINANCES.

Le rapport sur l'activité ainsi que celui sur les finances furent adoptés à l'unanimité après quelques constatations faites de part et d'autre.

x x x

RECONSTRUCTION DE L'EUROPE.

L. Jouhaux (France) prit la parole pour rapporter sur la question de la reconstruction de l'Europe. Il fit remarquer que ce qui caractérise le moment actuel, c'est que ce ne sont pas seulement les pays à cours de change déprécié qui souffrent de la situation présente, mais que les autres, à cours favorable, c.à.d. les pays vainqueurs et les Neutres en ressentent également le contre-coup néfaste. Dans bien des cas, le chômage et la situation sont pires encore dans les pays victorieux que dans les pays vaincus. Au sortir de la guerre, nous avons souligné l'impossibilité qu'il y a qu'un pays vive indépendamment de l'autre. Nous pouvons voir dans la Conférence de Gênes un résultat, non certes bien important, mais un résultat tout de même. Nous avons à veiller à ce que la Conférence de Gênes ne soit pas le point de départ pour une prédominance plus grande encore du Capitalisme. Autrefois c'était les intérêts du charbon, aujourd'hui ce sont ceux du pétrole qui décident. Notre tâche est difficile, mais nous devons empêcher à Gênes la formation d'une oligarchie financière. Nous sommes partisans des crédits internationaux, mais ils doivent être contrôlés par le peuple.

Les déclarations de Jouhaux furent unanimement approuvées.

Leipart (Allemagne): La situation déplorable de l'économie européenne et mondiale se manifeste surtout par la détresse où se débat l'ouvrier allemand, par le chômage dans les pays de l'Entente et par l'avalissement du change en Allemagne et dans les pays de l'Europe Centrale. Si nous voulons satisfaire aux exigences du vainqueur, notre exportation devra augmenter considérablement. Pour ce qui concerne la reconstruction du Nord de la France, l'espoir que ce ne serait pas la spéculation privée qui l'emporterait, a été déçu. La Commission des Réparations lui a en effet ouvert toutes grandes les portes. Ce ne sont pas les sinistrés qui bénéficient des ressources financières, mais les capitalistes. L'état de chose en Allemagne se trouve pour ainsi dire déterminé par la politique menée dans les pays en dehors de l'Allemagne.

Ben Turner (Grande-Bretagne): Les phrases qui ont servi à liquider la guerre, ne sont d'aucune utilité pour la Reconstruction de l'Europe. Les Conférences gouvernementales tenues à cet effet n'ont donné aucun résultat. Tant que les Etats-Unis ne participeront pas aux discussions, il ne pourra être question d'une reconstruction fondamentale. L'annulation des dettes de guerre est certes une revendication d'extrême importance, mais plus importante encore est celle du désarmement.

L'état de dépendance réciproque où se trouvent les peuples est trop réel pour permettre l'exclusion de l'Allemagne et de la Russie du domaine économique mondial, sans que les travailleurs dans tous les autres pays n'en ressentent le contre-coup fâcheux. La devise du libre échange n'a toujours rien perdu de sa vigueur.

Buozzi (Italie): Seule une orientation radicalement nouvelle de la politique internationale peut fournir le remède au mal. A Gênes on parle de reconstruction, mais en même temps on conclut des accords douaniers qui réalisent toute autre chose que l'édification d'une unité économique de l'Europe. La répartition des matières premières et l'annulation des dettes de guerre, ce sont là les problèmes les plus importants de l'heure actuelle. Les prépondérance des états anglo-saxons pour les matières premières est une des causes de l'attitude réactionnaire de la France. C'est pourquoi nous ne devons pas cesser de nous efforcer à amener aussi les camarades américains dans notre Fédération Internationale.

Madsen (Danemark): Un chômage général règne dans les pays scandinaves, rendu plus aigu encore par l'importation en masse, conséquence du bon marché allemand, résultant du change. De ce fait la question des changes est un problème d'importance primordiale pour la Scandinavie.

x x x

La résolution adoptée à Gênes est alors approuvée à l'unanimité.*)

x x x

SECRETARIATS PROFESSIONNELS INTERNATIONAUX.

Après qu'on eut adopté en principe certaines modifications aux Statuts, e.a. l'extension de 2 à 3 du nombre des Vice-Présidents, on adopta à l'unanimité la résolution suivante:

"Le Congrès Syndical International convaincu de la nécessité de l'action ouvrière coordonnée recommande instamment la réalisation de l'unité syndicale, tant au point de vue national qu'au point de vue international. De même que chaque centre syndical national doit adhérer à la Fédération Syndicale Internationale, il est naturel que chaque Fédération nationale de métier ou d'industrie soit à la fois adhérente à son centre syndical national et à l'Internationale professionnelle à laquelle elle appartient.

Le Congrès considère que c'est seulement par l'application de ces principes essentiels que l'on pourra donner à la force ouvrière organisée toute sa puissance de réalisation. En conséquence et pour réaliser cette unité de vue et d'action, il donne mandat au Bureau de la Fédération Syndicale Internationale de se réunir une fois par an dans une conférence spéciale avec les secrétaires des différentes Internationales professionnelles."

x x x

*) Publiée au N° 16 du Bulletin d'Information.

ORGANISATION DES TRAVAILLEUSES.

Le Bureau avait proposé que la F.S.I. adhérerait à l'Internationale des Travailleuses au profit des femmes organisées dans ses Centrales Nationales et que la F.S.I. payerait les cotisations de ces femmes.

Après d'amples discussions, au cours desquelles on exprima l'opinion qu'il n'est pas désirable qu'hommes et femmes soient organisés séparément, on décida d'entretenir les relations cordiales actuellement existantes et d'étudier à fond la question pour en rapporter au Congrès prochain. La résolution suivante fut adoptée à l'unanimité:

"Le Congrès International des Syndicats juge qu'il est d'une nécessité péremptoire que les Syndicats dans tous les pays donnent leur pleine attention à l'organisation de la main d'oeuvre féminine. Les travailleuses non-organisées constituent un danger pour les conditions de travail de la masse ouvrière en son entier.

Le Congrès charge le Comité directeur de la Fédération Syndicale Internationale de favoriser dans tous les pays l'organisation de la main d'oeuvre féminine et juge l'organisation commune des femmes et des hommes comme étant la forme la plus efficace que puissent revêtir les syndicats.

Là, où il existe pour des motifs particuliers des organisations spéciales de travailleuses, ces organisations devront s'affilier à la Centrale Nationale.

Considérant que la situation n'est pas suffisamment éclaircie en ce qui concerne les buts et la composition de la Fédération Internationale des Travailleuses, le Congrès charge le Bureau de rapporter sur la question au Congrès prochain et invite le Comité Directeur à entretenir entre-temps les relations cordiales existantes actuellement avec la Fédération Internationale des Travailleuses."

x x x

LA POLITIQUE RÉACTIONNAIRE INTERNATIONALE PAR RAPPORT AUSSI À LA JOURNÉE DE HUIT HEURES.

C.Mertens (Belgique): Dans tous les pays la réaction surgit sous des formes toujours nouvelles, exigeant des moyens de lutte toujours nouveaux. Conséquence immédiate des conquêtes ouvrières après la guerre, elle se manifeste sous la forme d'une résistance toujours plus acharnée des patrons.

Il est significatif que les Gouvernements de l'Entente, qui se montrent inexorables pour toutes les obligations du Traité de Paix, ne se soucient aucunement de faire respecter par les Gouvernements réactionnaires les droits et libertés garantis aux travailleurs en vertu de la Partie XIII du Traité de Paix de Versailles. Même il s'élève des voix pour prétendre que le minimum des droits arrêtés dans cette Charte du Travail a une portée trop vaste. Or, si on modifie en quoi que ce soit les stipulations de la Partie XIII, ce doit être pour étendre cette portée et non pour la limiter.

La condition sine qua non de cette lutte contre la réaction c'est l'unité de la classe ouvrière. Tous les ouvriers doivent être réunis dans la Fédération Syndicale Internationale. On sait que les ouvriers américains s'abstiennent toujours malgré le fait que leurs chefs ont collaboré à la reconstruction de l'Internationale Syndicale. Notre devoir est de convaincre les ouvriers américains que leur place est parmi nous et que l'isolement où ils se trouvent n'est pas dans leur intérêt. Les ouvriers russes aussi doivent s'affilier à nous; nous devons tâcher de les renseigner sur les buts et l'activité de la Fédération Syndicale Internationale, activité dont eux aussi bénéficieront. Outre la tâche de persuader les organisations des pays non-adhérents de s'affilier à eux, il est un des premiers devoirs des syndicats d'aider les camarades dans les pays où l'organisation n'est que peu développée.

On insista de divers côtés pour qu'on donnât un caractère plus énergique à la résolution présentée.

Dumoulin (France): Au sein de notre mouvement il faut absolument faire table rase des préjugés nationalistes; un seul point de vue doit prévaloir: le point de vue internationaliste. Pour ce qui est de l'unité de front, elle se trouve réalisée dans la Fédération Syndicale Internationale.

La résolution doit préciser que la Fédération Syndicale Internationale ne se prononce pas pour la paix économique mais pour l'action économique, non pour la paix sociale mais pour l'action de la classe ouvrière.

Smillie (Grande-Bretagne) déclare aussi que la résolution exige trop peu. Une paix durable est impossible aussi longtemps que subsistera la société capitaliste.

Klein (Tchéco-Slovaquie) recommande d'établir aussi des directives générales pour la question des assurances sociales.

Galli (Italie): La réaction se sert de la terreur blanche, du fascisme. Journallement des dirigeants syndicaux sont assassinés.

Après que Rothenstein (Hongrie) et Danoff (Bulgarie) eurent rapporté sur la situation dans leurs pays, on institua une commission chargée de rédiger la résolution contre la Réaction.

Cette résolution qui fut adoptée à l'unanimité par le Congrès, est ainsi conçue:

"Le Congrès Syndical International réuni à Rome, le 20 avril 1922 et jours suivants, a examiné la situation créée au prolétariat international par les puissances capitalistes et gouvernementales du monde entier.

Il constate que les engagements qui avaient été pris envers la classe ouvrière, n'ont pas été tenus; qu'au contraire, les quelques conquêtes réalisées par les prolétaires sont aujourd'hui menacées par le patronat international; que les forces de réaction se servent de différents prétextes pour essayer, audacieusement, d'écraser l'organisation prolétarienne, en s'attaquant surtout à la journée de huit heures, aux salaires, à la législation sociale et aux conventions internationales.

Le Congrès Syndical International élève sa protestation la plus véhémente contre les procédés de réaction tels que la dictature militaire, le fascisme, les assassinats des militants, les condamnations et les emprisonnements arbitraires appliqués dans de nombreux pays.

Il déclare que les quelques améliorations obtenues par les prolétaires à la suite de la guerre ne doivent pas être considérées comme un don ou une récompense accordée par la bourgeoisie capitaliste, mais comme un droit acquis de haute lutte par les travailleurs organisés.

Le Congrès fait appel aux travailleurs manuels et intellectuels du monde entier; il leur demande de rejoindre leurs Centrales Syndicales et la Fédération Syndicale Internationale; il s'adresse plus particulièrement aux travailleurs de Russie, d'Amérique et des contrées lointaines de l'Asie pour qu'ils viennent réaliser, dans leur pleine indépendance, l'unité de front dans une organisation unique du prolétariat mondial.

Il proclame que seule l'unité d'organisation et d'action prolétariennes fera reculer la réaction et préparera la libération du travail.

En ce qui concerne la défense immédiate des intérêts ouvriers et les libertés sociales, le Congrès décide que chaque centre syndical national tiendra régulièrement au courant de sa situation le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale qui, éventuellement, prendra les mesures énergiques nécessaires pour soutenir moralement, financièrement et matériellement les pays les plus menacés et les plus frappés.

Il charge le Bureau de la Fédération Syndicale Internationale d'adresser, dans le plus bref délai, un manifeste aux travailleurs et travailleuses manuels et intellectuels du monde entier, en leur demandant de se joindre à l'organisation syndicale internationale comme étant l'un des moyens les plus puissants pour se défendre efficacement contre les attaques de la réaction.

Le mot d'ordre doit être:

Défense de la journée de huit heures!

Défense des salaires!

Défense des améliorations et des libertés conquises!"

x x x

DÉSARMEMENT ET GUERRE CONTRE LA GUERRE.

Le rapporteur Edo Fimmen (Secrétaire F.S.I.) rappela qu'à Amsterdam (août 1919) et à Londres (novembre 1920) on avait agréé unanimement au point de vue que, nationalement comme internationalement, la tâche du mouvement syndical est de combattre la guerre et le militarisme sous toutes les formes.

Ce point de vue est en tous points conforme à celui des Secrétariats Internationaux Professionnels les plus importants, c.à.d. les Secrétariats des Ouvriers du Transport, des Mineurs et des Ouvriers sur Métaux qui ont arrêté le point de vue en question dans les résolutions adoptées à leurs congrès respectifs.

Que le mouvement syndical organisé internationalement dans la Fédération Syndicale Internationale a recours à d'autres armes encore que des résolutions platoniques dans sa lutte contre la guerre et les menaces de guerre, a été prouvé au cours des quelques années d'existence de la Fédération Syndicale Internationale. Je me bornerai à rappeler le boycottage de la Hongrie et l'arrêt du transport des munitions pour la Pologne dans sa guerre contre la Russie des Sovjets. Je rappellerai aussi que l'action de la Fédération Syndicale Internationale n'a pas peu contribué à empêcher l'occupation du bassin de la Ruhr par les troupes alliées.

La commission instituée par la Conférence d'Amsterdam (15 et 16 novembre 1921) a projeté une résolution et deux manifestes, dont l'un est adressé aux travailleurs de tous les pays et l'autre aux femmes, aux mères et aux épouses de ceux qui seront massacrés dans une guerre future.

Fimmen esquissa les horreurs de la guerre passée ainsi que les atrocités de la guerre future. Une nouvelle guerre mondiale disposerait de moyens de destruction, en comparaison desquels ceux de la dernière guerre ne sont qu'insignifiants.

Il n'y a qu'une puissance qui le veut et qui peut empêcher la guerre: le prolétariat organisé, c.à.d. le mouvement syndical organisé dans la Fédération Syndicale Internationale.

Au cours des débats on put se rendre compte que l'opinion générale jugeait fort possible l'éclat d'une guerre nouvelle.

On souligna expressément le devoir du mouvement syndical qui est de combattre par tous les moyens le militarisme sous toutes ses formes.

Brodečky (Tchéco-Slovaquie): L'éducation des ouvriers et plus particulièrement de la jeunesse ouvrière devra leur inculquer l'aversion pour la guerre. Nous devons faire entendre notre voix dans les Parlements.

Nous nous engageons solennellement à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour convertir en actes les paroles des manifestes.

Reina (Italie): L'idéal de l'héroïsme militaire doit être combattu, en y opposant un nouvel idéal d'un ordre supérieur. L'éducation des ouvriers doit faire de ceux-ci des champions de la paix.

Will Thorne (Grande-Bretagne): Aussi des représentants du Japon, des Etats-Unis et de la Russie doivent prendre part aux discussions. Il est inutile de discuter ces questions, si ces états, qui gardent sur pied des armées formidables, ne participent pas à celles.

Il est ridicule de parler de la fraternité entre les peuples tant qu'on exigera des sommes aussi phantastiques pour des buts de guerre!

Ilg (Internationale des Ouvriers sur Métaux) présente une résolution, tendant à empêcher la guerre par une grève générale et exigeant le contrôle de la fabrication d'armes et d'explosifs de toute nature pour l'usage militaire et civil ainsi que la limitation de cette fabrication partout où c'est possible.

Dissmann (Allemagne): Nous devons exiger catégoriquement le désarmement général et la suppression du militarisme. Un grave problème se pose à ce sujet: Que deviendront les catégories de travailleurs qui dans les divers pays étaient occupés dans l'industrie de l'armement.

La solution de ce problème est indiquée par la transformation en Allemagne de l'industrie de guerre en industrie de paix. Avant la guerre plusieurs centaines de milliers d'ouvriers métallurgistes allemands étaient occupés dans l'industrie des armements. Aujourd'hui il n'y en a plus que 10.000. Autrefois 35.000 ouvriers sur métaux étaient occupés dans les chantiers de guerre; aujourd'hui il n'y en a plus que 2.000.

Il va sans dire que la guerre contre la guerre ne peut être efficace qu'à condition que les travailleurs de tous les pays aient conscience de leur obligation de préparer la transformation dans la mentalité des ouvriers de sorte que chacun sache que nous avons un devoir à remplir au moment où sera lancée la proclamation de la grève générale, car en cas de danger de guerre imminent il faut que notre activité se manifeste partout dans l'espace de quelques jours ou même de quelques heures.

Si nous voulons que les travailleurs des divers pays aient conscience de leur devoir, la classe ouvrière doit avoir la conviction que le prolétariat international est solidaire. Les victimes d'une pareille grève générale de la classe ouvrière ne comptent pas en comparaison des millions de vie que la guerre mondiale a exigées.

Nous ne tolérerons plus que les ennemis de notre classe invertissent pratiquement notre devise pour en faire: "Prolétaires de tous les pays entretenez-vous." Notre devise à nous doit être: "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour mettre fin à la guerre homicide et pour assurer le bonheur des peuples."

Robert Williams (I.T.F.): Nous avons vu en juillet 1914 que les ouvriers ont tenu de grandes démonstrations dans toutes les capitales de l'Europe, en chantant l'Internationale, mais dès le premier coup de feu, beaucoup d'entre nous ont oublié les accents de l'Internationale pour entonner les hymnes nationaux. Si nous n'avons rien appris par le passé, nous nuisons à la cause que nous représentons.

Si les ouvriers du transport, les mineurs et les ouvriers sur métaux avaient réellement la conviction qu'ils sont en mesure de convertir en actes leurs résolutions, une guerre en Europe ou dans toute autre partie du monde serait chose impossible.

Les impérialistes et surtout les impérialistes français nous disent que leur suprématie sur l'Europe entière doit être conservée, parce qu'une armée de plusieurs millions de gardes rouges est toujours sur pied en Russie. A ce point de vue je vois un présage heureux dans le fait que Tschitschérine a déclaré à Barthou à la Conférence de Gênes que la Russie est disposée à discuter la question du désarmement. Je jugerais fort recommandable que le Bureau et le Comité entrassent en relation avec le mouvement syndical russe pour discuter avec lui la question de l'action contre la guerre.

Notre Comité a également essayé d'entrer en rapport avec les camarades japonais et nous avons amorcé également des pourparlers avec les socialistes américains.

Je me résume; si nous comprenons nos résolutions dans le sens d'une ferme et inébranlable décision, si nous animons de cet esprit les ouvriers, au nom desquels nous parlons, nous aurons la force de braver tous les Lloyd George et tous les Clémenceau aussi bien que les impérialistes dans l'Extrême Orient, en Russie et en Amérique.

Le Président J.H.Thomas: Les tendances anti-militaristes étaient très prononcées au sortir de la guerre, mais à la génération qui y a participé, il en succédera une qui n'a pas aussi présentes à l'esprit les atrocités de cette catastrophe.

Aussi nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour tenir en éveil l'aversion contre la guerre par une propagande et une oeuvre éducative ininterrompue, nous basant sur les expériences faites. Sans relâche nous devons dépeindre les effets désastreux de la guerre, constatant qu'une nouvelle conflagration pourrait avoir pour conséquence le bouleversement définitif de notre civilisation.

Au lieu de déclarer ici que le Bureau est en mesure de faire entrer en grève les travailleurs, il faut mener une propagande consciente de ces buts qu'elle poursuit.

La décision, concernant la guerre ou la paix, incombe aux ouvriers que nous représentons ici.

Edo Fimmen déclara dans son discours final: Il ne peut subsister aucun doute à l'égard de la ferme volonté de la Fédération Syndicale Internationale de lutter contre la guerre. Tout au plus on peut constater des divergences d'opinion à l'égard des moyens appropriés et à la possibilité d'une grève générale. Si l'on veut rendre possible celle-ci, il faut en tout premier lieu un travail actif de propagande et d'éducation. Il faut que l'anti-militarisme devienne la conviction inébranlable de tous et ce n'est qu'à cette condition qu'il pourra devenir une base d'action. A l'heure actuelle cette conviction n'est pas encore suffisamment répandue. Le Capitalisme ne reculera que devant la force effective de la classe ouvrière.

Tout ce que nous disons et faisons est inutile, s'il éclate une nouvelle guerre et tout le mouvement syndical international est inutile, si nous ne réussissons pas à l'empêcher.

Les manifestes sont adoptés à l'unanimité. *)

La résolution sera soumise à l'examen d'une Commission. La résolution, qui est adoptée à l'unanimité, est conçue en ces termes:

"Le Congrès de la Fédération Syndicale Internationale tenu à Rome les 20 avril 1922 et jours suivants, composé de 107 délégués, représentant les centrales syndicales nationales de France, Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche, Belgique, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Suède, Danemark, Norvège, Hollande, Espagne, Suisse, Hongrie, Latvie, Yougo-Slavie, Luxembourg, Bulgarie,

comprenant au total 24 millions de travailleurs organisés et de représentants des secrétariats professionnels internationaux des Ouvriers du Transport, Mineurs, Ouvriers sur Métaux, Ouvriers d'Usine, Travailleurs de la Terre, Ouvriers Textiles, Employés de Commerce et Techniciens, Employés des Postes, Télégraphes et Téléphones, Ouvriers des Services Publics, Ouvriers du Bois, Ouvriers du Bâtiment, Ouvriers de l'Habillement, Relieurs, Imprimeurs, Cordonniers, Ouvriers de l'Alimentation, Ouvriers de la Pierre, Ouvriers du Tabac, Peintres, Lithographes, Chapeliers, Diamantaires, Musiciens,

déclare que la lutte contre le militarisme et la guerre et pour la paix du monde basée sur la fraternisation des peuples est une des principales tâches du mouvement syndical, adoptant le programme du renversement du système capitaliste.

Le Congrès déclare qu'il est surtout de son devoir de lutter contre tout nationalisme politique et économique et contre la conclusion ou le maintien d'alliances ou compromis pouvant conduire à des actions militaires concertées.

Le Congrès confirme les résolutions sur la guerre et le militarisme qui ont été adoptées par le Congrès Syndical International extraordinaire tenu à Londres du 22 au 27 novembre 1920 et par la Conférence Internationale du Bureau de la Fédération Syndicale Internationale avec les représentants des secrétariats professionnels internationaux des Ouvriers du Transport, des Mineurs et des Métallurgistes tenue à Amsterdam les 15 et 16 novembre 1921.

Le Congrès déclare que c'est le devoir des travailleurs organisés de contrecarrer toute guerre, qui pourrait menacer d'éclater à l'avenir, par tous les moyens à la disposition du mouvement ouvrier et de prévenir le réel éclatement de telles guerres par la proclamation et l'exécution d'une grève générale internationale.

*) Ils seront publiés dans le prochain numéro.

Le Congrès déclare que c'est le devoir de toutes les centrales syndicales nationales affiliées à la Fédération Syndicale Internationale aussi bien que de tous les secrétariats professionnels internationaux, adhérant à la Fédération Syndicale Internationale, et de toutes leurs organisations respectives, de mener par la propagande orale et écrite, parmi les ouvriers dans leurs pays respectifs, une action vigoureuse et soutenue contre le militarisme et d'entraîner les travailleurs pour cette lutte de façon telle qu'ils soient disposés et préparés à répondre à tous appels à la solidarité de la classe ouvrière et, le cas échéant, à donner suite à l'appel de la Fédération Syndicale Internationale par une cessation immédiate du travail dans l'éventualité d'une menace concrète de guerre.

Le Congrès appuie les efforts des Organisations Professionnelles Internationales qui partout imposent le contrôle de la fabrication des armes et du matériel de guerre de toute nature, la restreignent et la réduisent au minimum pour les besoins civils.

Le Congrès décide de confirmer le Comité Provisoire constitué par la Conférence tenue à Amsterdam les 15 et 16 novembre 1921 et consistant du Comité Directeur de la Fédération Syndicale Internationale et d'un représentant de chacun des Secrétariats Professionnels Internationaux des Ouvriers du Transport, des Mineurs et des Métallurgistes, comme Comité permanent.

Le Congrès charge ce Comité de maintenir, diriger et pousser la propagande contre la guerre et le militarisme qui doit être faite par les diverses centrales syndicales nationales et les secrétariats professionnels internationaux ainsi que leurs organisations affiliées respectives et de **prendre toutes mesures qui peuvent être jugées nécessaires en vue de rendre effectives l'action et la propagande contre la guerre et le militarisme telle que l'a décidées ce Congrès.**"

x x x

ÉLECTION DU COMITÉ.

On décida d'autoriser le Bureau à nommer un ou plusieurs sous-secrétaires.

L'ancien Bureau est réélu, en y ajoutant Leipart (Allemagne) comme Vice-Président. Il est donc composé comme suit:

J.H.Thomas	-	Président
L.Jouhaux	}	Vice-Présidents
Th.Leipart		
C.Mertens		
Edo Fimmen		
J.Oudegeest	}	Secrétaires.

On élit comme membres du Comité Directeur:

Allemagne	Peter Grassmann	Membre
Italie	S.Aufhäuser	Membre suppléant
	A.D'Aragona	Membre
Tchéco-Slovaquie et Pologne	E.Reina	Membre suppléant
	Rudolf Tayerle	Membre
Hongrie et Pays Balcaniques	S.Zuławsky	Membre suppléant
	S.Jaszai	Membre
Grande Bretagne	V.Bukšeg	Membre suppléant
	J.B.Williams	Membre
France	?	Membre suppléant
	G.Dumoulin	Membre
	A.Merrheim	Membre suppléant

Autriche et Suisse	A.Hueber	Membre
	K.Dürr	Membre suppléant
Pays Scandinaves	Carl Madsen	Membre
	A.Thorberg	Membre suppléant
Espagne et Portugal	F.L.Caballero	Membre
	F.Nunez Tomas	Membre suppléant
Belgique, Luxembourg et	G.Solau	Membre
Hollande	R.Stenhuis	Membre suppléant

x x x

CONGRÈS PROCHAIN.

Le congrès prochain de la F.S.I. se tiendra à Vienne.

x x x

SECOURS À LA RUSSIE.

Fimmen donna lecture d'un télégramme d'O'Grady, Commissaire en Chef de l'Action de Secours de la Fédération Syndicale Internationale en Russie. O'Grady communique e.a. que de nouvelles conventions avec le gouvernement soviétique favorisent le transport des envois de la Fédération Syndicale Internationale. Hormis deux ou trois wagons qui ne sont pas encore retrouvés, tous les envois ont atteint le district Chuvash. O'Grady propose de procurer des vivres aux cheminots du district Chuvash pour leur permettre de s'acquitter mieux de leur tâche.

Fimmen termine, en invitant tous les délégués à travailler chez eux pour l'action de secours à la Russie. Il cite comme exemple les syndicats belges qui ont rassemblé jusqu'au 20 avril 1.233.000 francs ce qui les met au premier rang.

x x x

PROTESTATION CONTRE LES MAUVAIS TRAITEMENTS

DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES.

A l'invitation de Merrheim (France) le Congrès s'associa à la protestation de la Confédération Générale du Travail contre les mauvais traitements qu'ont à subir les socialistes révolutionnaires de la part des Bolchévistes.

x x x

CLÔTURE DU CONGRÈS.

Dans son discours de clôture le président déclara que, si lors du Congrès de fondation on s'est heurté à des contrastes violents, le présent Congrès a prouvé une unité parfaite et la ferme volonté de poursuivre en commun des buts d'ordre supérieur.

x x x

OUVRIERS DU TRANSPORT.

Conditions de salaires et de travail dans les ports européens.

Grande - Bretagne.

Contrat national.

Un contrat, s'appliquant à tous les ports du pays a été conclu entre la "National Transport Workers' Federation" (Fédération Nationale des Ouvriers du Transport) et le "National Council of Port Labour Employers" (Conseil National des Employeurs des Ports).

Durée du travail.

La journée de 8 heures avec samedi après-midi libre a été convenue entre les syndicats et les organisations patronales.

Travail supplémentaire.

Les membres sont autorisés à travailler en surtemps, mais comme cela ne se produit que rarement, une limitation a paru inutile.

Les tarifs ordinaires des heures supplémentaires (excepté Glasgow) sont:

- a) dans les ports où les heures de repas ne sont pas payées: majoration de 50% sur l'heure habituelle;
- b) dans les ports où les heures de repas sont payées: majoration de $33\frac{1}{3}$ % sur l'heure habituelle.

Pour tout temps de travail effectué après la première demi-nuit, la seconde demi-nuit doit être payée.

Le travail supplémentaire de fin de semaine sera payé comme suit:

- a) samedi après-midi de 1 heure à 5 heures: majoration ordinaire;
- b) samedi après-midi de 5 heures à lundi 0 heure: majoration de 100% sur l'heure habituelle;
- c) lundi 0 heure à lundi heure habituelle de prise du travail: majoration de 100% (en est excepté le travail débutant le lundi à 6 heures du matin, auquel on appliquera la majoration habituelle).

Toute fraction d'heure supplémentaire effectuée comptera pour une heure complète.

Travail supplémentaire à Glasgow.

Pour Glasgow il est convenu que le surtemps sera payé avec majoration de $\frac{1}{3}$, mais lors que les hommes travailleront une nuit complète, on leur payera l'heure du souper.

Toutes les autres conditions de travail supplémentaire à Glasgow demeureront telles qu'elles sont actuellement, sauf en ce qui concerne le travail supplémentaire de fin de semaine qui sera rétribué conformément à l'accord général spécifié ci-dessus.

Travail de nuit.

En règle générale de nouveaux hommes prennent le travail à la seconde coupe.

Salaires minima.

Grands ports: 12sh. par jour ou 6sh. par $\frac{1}{2}$ journée.
(Aberdeen, Ardrossan, Avonmouth, Ayr, Barrow-in-Frness, Barry, Birkenhead, Blyth, Boston ((bois, grains, minerais, tourteaux etc.)), Bristol, Cardiff, Chatham, Dundee, Falmouth, Glasgow, Gloucester ((bois, grains, minerais, tourteaux etc.)), Greenock, Hartlepoons, Humber Ports, Ipswich, Irvine, King's Lynn, Lancaster, Leith, Liverpool, Llanelly, Londres, Lowestoft, Manchester, Maryport, Middlesbrough, Newport, Penarth, Plymouth, Portsmouth, Port Talbot, Preston, Queenborough, Rochester, Sharpness ((bois, grains, minerais, tourteaux etc.)), Southampton, Stockton, Sunderland, Luton Bridge, Swansea, Troon, Tyne Area, Wisbech, Whitehaven, Widnes, Workington, Yarmouth.)

Petits ports: 11sh. par jour ou 5sh.6p. par $\frac{1}{2}$ journée.
(Alloa, Arbroath, Aberystwith, Banff, Barnstaple, Berwick, Boston ((chargements divers)), Bridgwater, Carlisle, Carnarvon, Chester, Colchester, Cowes ((Ile de Wight)), Dumfries, Exeter, Exmouth, Faversham, Fraserburgh, Gloucester ((chargements divers)), Hayle, Inverness, Ile de Man Ports, Kirkaldy, Kirkwall, Lerwick, Montrose, Padstow, Penzance, Peterhead, Poole, Ramsgate, Scarborough, Scilly, Isles, Sharpness ((chargements divers)), Stornoway, Teignmouth, Torquay, Whitby, Whitstable, Wick, Wigtown.)

La demi-journée de salaire est garantie.

Indemnités de chômage.

Les dockers sont couverts par la loi d'assurance-chômage de 1922, d'après laquelle l'Etat, les employeurs et les employés ont chacun à contribuer pour une certaine somme.

Les taux des contributions sont par semaine:

- a) pour les hommes: 9p. payés par l'employé et 10p. par le patron
- b) " " femmes: 7p. " " " " 8p. " " "
- c) " " jeunes ouvriers: 4 $\frac{1}{2}$ p. par l'employé et 5p. par le patron
- d) " " " ouvrières: 4p. " " " 4 $\frac{1}{2}$ p. par le patron

La contribution de l'Etat est 6p. $\frac{3}{4}$ pour les hommes et 5p. $\frac{1}{4}$ pour les femmes, 3p. $\frac{7}{8}$ pour les jeunes ouvriers et 3p. $\frac{5}{8}$ pour les jeunes ouvrières.

Taux des indemnités:

15sh. par semaine pour les hommes et 12sh. par semaine pour les femmes plus un supplément de 5sh. par semaine pour la femme ou pour le conjoint et 1sh. pour chaque enfant.

x x
x